



**INSTITUTION ADOUR**

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations  
De l'Etablissement Public Territorial de Bassin Institution Adour

\*\*\*\*\*

**Séance du 11 février 2016**  
(Convocation du 18 janvier 2016)

Aujourd'hui, le onze février deux mille seize à 14h30, le Conseil d'Administration dûment convoqué s'est réuni à la salle Henri Lavielle à l'Hôtel du Département des Landes sous la présidence de Monsieur Paul CARRERE

Etaient Présents :

Mesdames Christiane AUTIGEON et Céline SALLES

Messieurs Jean ARRIUBERGE, Gabriel BELLOCQ, Paul CARRERE, Gérard CASTET, Francis DUPOUEY, Jean GUILHAS, Yves LAHOUN, Charles PELANNE, Bernard POUBLAN et Bernard SOUDAR

Etaient excusés et avaient donné procuration :

Mesdames Nathalie BARROUILLET, Odile LAFITTE et Denise SAINT PE

Messieurs Monsieur Patrick CHASSERIAUD, Xavier LAGRAVE, Christophe TERRAIN et Bernard VERDIER

Etaient excusés :

Madame Laurence ANCIEN

Secrétaire de Séance : Madame Céline SALLES

---

**OBJET : DOSSIER I - affaires générales / Ressources Humaines : Mise en place du télétravail - Délégation au Bureau**

**Exposé des motifs :**

Vu la délibération n°04-2016 donnant délégation au bureau pour statuer sur les modalités de mise en œuvre du télétravail au sein de l'Institution Adour,

Vu la loi n°84-53 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,

Vu l'accord-cadre européen sur le télétravail du 16 juillet 2002,

Vu l'accord national interprofessionnel du 19 juillet 2005,

Il est proposé d'expérimenter durant un an le dispositif de télétravail au sein de l'Institution Adour selon les principes suivants :

- Le télétravail ne constitue pas un droit, les demandes de télétravail feront l'objet d'un examen au cas par cas en accord entre la direction et le responsable hiérarchique.
- Volontariat : le télétravail revêt un caractère volontaire. Il ne peut être imposé à l'agent par l'administration. De même, il ne peut pas être obtenu par l'agent sans l'accord de son supérieur hiérarchique.
- Réversibilité : la situation de télétravail est réversible. À tout moment, chacune des parties peut y mettre fin, sous réserve du respect d'un délai de préavis de 1 mois.
- Maintien des droits et obligations : Le télétravailleur bénéficie des mêmes droits et avantages légaux que ceux applicables à ses collègues en situation comparable travaillant dans leur bureau. Il est soumis aux mêmes obligations.

- Protection des données : il incombe à l'employeur de prendre, dans le respect des prescriptions de la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés (CNIL), les mesures qui s'imposent pour assurer la protection des données utilisées et traitées par le télétravailleur à des fins professionnelles.
- Respect de la vie privée : l'employeur est tenu de respecter la vie privée du télétravailleur. À cet effet, il fixe en concertation avec celui-ci les plages horaires pendant lesquelles il peut le contacter.

Une charte devra en fixer les modalités précises et sera complétée par la signature d'un protocole individuel,

En l'absence d'observations,

Après avis favorable du Bureau et des Commissions,

Après en avoir délibéré et à l'unanimité,

## DECIDE

### Article 1

De donner délégation au Bureau pour définir les modalités pratiques de mise en œuvre du télétravail au sein de la structure

### Article 2

Monsieur le Président est chargé de l'exécution de la présente délibération.

Fait et Délibéré le 11 février 2016 à Mont de Marsan

Le Président,

INSTITUTION ADOUR  
Département des Landes  
40025 MONT DE MARSAN CEDEX



Paul CARRERE

⚡ La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de la réception par le représentant de l'Etat.

